La Cavale verschijnt ook in het Nederlands: UITBRAAK

LA CAVALE

Correspondance de la lutte contre la prison

Novembre - Décembre 2006 **Numéro 5**

FAYCAL ASSASSINÉ PAR L'ÉTAT

DANS LES PRISONS,
SUR LES FRONTIÈRES,
DANS LES QUARTIERS
L'ÉTAT NOUS FAIT
LA GUERRE

DIFFUSONS LA RÉVOLTE



une publication bimensuelle collective de
Anarchist Black Cross Anvers &
Anarchist Black Cross Gand

LA CAVALE

La Cavale est une publication bimensuelle collective de l'Anarchist Black Cross Anvers et l'Anarchist Black Cross Gand. Nous voyons La Cavale comme un instrument pour faire circuler de l'information sur la répression et la prison, pour soutenir des prisonnierEs en leur offrant une place pour s'éxprimer et pour aiguiser la lutte contre la répression et la prison. La Cavale fait en particulier attention aux anarchistes emprisonnéEs à cause de leur lutte, et aide à construire la solidarité avec eux.

La Cavale/Uitbraak est bilingue. Tous les articles sont en néerlandais, et nous faisons un éffort pour traduire le plus d'articles possibles et de les reprendre du français. En général, tous les articles sont traduits en français.

Anarchist Black Cross

Croix Noire Anarchiste

L'ANARCHIST BLACK CROSS est un réseau, au-delà des frontières, des groupes anarchistes qui soutiennent des prisonnierEs qui résistent contre la prison. Nous soutenons en particulier des prisonierEs anarchistes qui sont pérsécutéEs et emprisonnéEs à cause de leur lutte pour un meilleur monde. Par des publications, des fonds de soutien et des campagnes de solidarité nous essayons de démasquer le système de la prison qui sème tant de misère. Nous nous engageons aussi à organiser la défense du mouvement révolutionaire anarchiste contre les attaques de la répression pour que la lutte ne soit jamais étouffée.

Nous luttons pour une société où il n'y aura plus de prisons, et où chaque individu peut vivre, avec les autres, en pleine liberté. Parce qu'il n'est pas un hasard que la prison resemble à l'usine, à l'école, à l'institution psychiatrique,... Celles-ci sont toutes des institutions où on vole notre liberté et on nous force à obéir aux patrons et lois qu'on n'a jamais choisi nous-mêmes, et qu'on ne pourra jamais choisir nous-mêmes. C'est pour ça que notre but final est de parvenir par la lutte révolutionaire à une société d'égalité et de liberté, où personne sera opprimé, exclu, exploité ou énfermé.

La Cavale est gratuit, grâce aux dons libres. Le soutien financier est donc nécessaire! La Cavale est de toute façon gratuit pour les prisonnierEs.

Si vous voulez un abonnement et recevoir tous les deux mois La Cavale à la maison ou aider à le distribuer, envoyer une petite lettre / mail aux ABC Anvers ou ABC Gand.

Nous demandons 2 euro pour les frais de poste (et une donation sera apprécié), donc 12 euro par an. Faites-nous parvenir cette somme par un versement sur un des deux comptes de l'ABC avec le message 'Abonnement La Cavale'.

Anarchist Black Cross Anvers
(sans nom)
Postbus 67
2018 Antwerpen 14
België
abc.antwerpen@gmail.com
compte 000 - 3244460 -04

Anarchist Black Cross Gand
(sans nom)
Postbus 40
9000 Gent 2
België
abc_gent@yahoo.com
compte 001 - 3364945 - 91

www.anarchistblackcross.be



La centrale de Clairvaux en flammes, 1984.

Novembre - Décembre 2006   Numéro 5

Contenu LA CAVALE



« N'OUBLIE JAMAIS QUE LES LOIS NOUS HAISSENT ALORS HAISSONS LES LOIS NOUS AUSSI »

Communiqué de la prison d'Andenne
p 12



PRISON

Texte traduit du journal Insurrection, mai 1988
p 23

La Cavale est gratuit grâce aux donations. Des contributions financières structurelles sont donc plus que nécessaires pour continuer ce projet, et pour faire de la Cavale un vrai instrument de lutte contre toutes les prisons.

Nous aimerions continuer à envoyer **La Cavale** gratuitement aux détenuEs et à leurs familles, amis et amies, proches,... Pour ça, eux, et nous, comptons sur le soutien collectif.

Aperçu incomplet de la guerre sociale contre les barreaux

Ça bouge dans les prisons belges...

Prison de Tournai, 8 septembre 2006
Pendant la promenade du matin les détenus attaquent un maton, suivi par une pétite émeute. Les prisonniers s'arment avec des barres de fer et de projectiles. La police intervient très vite. Après quelques heures de confrontations, l'ordre est rétabli.

Prison de Forest, 24 septembre 2006
Dans une cellule d'isolement Fayçal est assassiné avec trois injections calmantes d'*Haldol*.

Bruxelles, 25 septembre 2006
La meurtre de Fayçal est suivi par des émeutes dans le quartier des Marolles et ailleurs. Pendant plusieurs jours il y a des affrontements avec la police. Des vitres de magasins sont cassées un peu partout. Des dizaines de voitures et quelques bâtiments des autorités partent en flammes. La police militarise en trois jours tous les quartiers bruxellois et arrête préventivement de nombreux jeunes rebelles.

Bruxelles, 28 septembre 2006
Deux matons sont menacés pendant qu'ils montent sur le tram. Ils sont traités pour d'assassins et il y a un couteau qui scintille. Les jours qui suivent les matons refusent de porter leur uniforme de bourreaux et sont accompagnés par la police quand ils se rendent au boulot et quand ils en reviennent.

Bruxelles, vers 28 september 2006
Dans le quartier des Marolles un tract contenant un appel à la solidarité avec les rebelles du quartier des Marolles, à lier la lutte contre la prison, contre la police, contre la politique d'immigration et à l'extension et la diffusion de la révolte circule dans les rues.

Prison de Forest, 5 octobre 2006
La police intervient pour forcer des dizaines de détenus qui occupent le préau armés de barres de métal, de retourner à leurs cellules.

Prison de Leuven, 6 octobre 2006
Des inconnus peignent un slogan de 11 mètres devant la prison, qui affirme que les matons sont des assassins. Une vitre d'une post de l'ACOD (le syndicat des matons) à côté est cassée.

Prison de Lantin, 18 octobre 2006
Des dizaines de détenus de l'aile de haute sécurité occupent le préau. Ils s'arment de barres de métal et détruisent presque une aile complète. Après quelques heures la police réussi à forcer les insurgés de retourner à leurs cellules. Plusieurs keufs sont blessés, un flic est presque lynché.

Prison d'Ittre, 29 octobre 2006
Après que la police fédérale ait obligé tous les visiteurs de subir une fouille à poil, une dure révolte éclate. Les prisonniers incendient des cellules, des matelas, des poubelles et un local des matons. La police et les matons sont attaqués avec des projectiles et des barres de fer. Le dommage aux bâtiments est immense. Cinq matons sont blessés. Ce n'est qu'après minuit que les prisonniers retournent à leurs cellules.

Prison d'Ittre, 30 octobre 2006
Des détenus communiquent qu'il y a un feu d'artifice qui a été lancé au-dessus de la prison.



Les flics devant la prison de Ittre le 29 octobre

« LA SOLIDARITE REVOLUTIONNAIRE FAIT INTEGRALEMENT PARTIE DE NOTRE EXISTANCE EN TANT QU'ANARCHISTES INSURRECTIONELS. DE CETTE OPTIQUE LA SOLIDARITE DOIT ETRE UN POINT D'ATTENTION ININTERROMPU, SIMPLEMENT PARCE QU'ELLE NE SINGIFIE PAS UNE INTERRUPTION MAIS UNE CONTINUATION ET UNE EXTENSION DE NOS AUTRES ACTIVITES. »

- Pierleone Porcu, dans *Solidarité Révolutionnaire*

Nouvelles mesures pour plus de prisons, plus de matons et plus de sécurité.

Une énième déclaration de guerre...

Il y a des choses qui mijotent dans et autour des prisons belges. Les grèves des matons se succèdent à un rythme sans précédent, tandis que dans toujours plus de taules des émeutes et des véritables révoltes éclatent. Au-dessus de cette mêlée de guerre les politiciens mènent des débats démocratiques sur le comment en finir avec ces situations embêtantes. Ils négocient entre eux, sur le dos de vies humaines. Ils utilisent les individus qui ont reconquit leur liberté (comme les fugitifs de Termonde) comme « monnaie d'appoint ». Après quelques mois de bavardages, ils y sont finalement arrivés: voilà un nouveau plan pour les prisons.

Plus de prisons et plus de matons.

Bien sûr c'est toujours la même chanson, cette déclaration de politique fédérale. Les politiciens font de la surpopulation le problème fondamental afin d'éviter de toucher des thèmes comme l'isolement, la torture, les longues peines, les malades dans les prisons et la privation de liberté tout court. Ce n'est pas tellement qu'on se serait attendu à autre chose, mais ce plan semble quand même assez ambitieux.

À Florennes, une prison pour mineurs sera installée dans l'ancienne caserne militaire, 200 jeunes y seront enfermés. À Herentals, la même chose : l'ancienne caserne de Wolfstee privera cent prisonniers de leur liberté. Tout le bavardage sur la délinquance juvénile mène donc maintenant, après Everberg, à une deuxième prison pour mineurs sur le territoire de l'État belge.

De l'autre côté, la Justice évolue aussi avec son temps. La délinquance est assimilée à la déviance, ainsi, le pas vers *l'internement* n'est plus très grand. Déjà maintenant les tribunaux ressemblent à des observatoires psychiatriques où la vie, les sentiments et les pensées d'un individu déviant sont analysés, catégorisés et punis. Il devient donc logique pour l'État de s'intéresser au moins autant au secteur prometteur de l'internement, et décide de construire deux nouvelles prisons psychiatriques à Gand et à Anvers (avec une capacité de quelques centaines d'internés). Et dans la prison de Merksplas, deux conteneurs de cellules seront placés sur le préau pour des internés.

La psychiatrisation des prisons est sans doute une des pistes de l'avenir. Il vaut mieux que des évènements douloureux et pénibles comme le meurtre de Fayçal dans une cellule d'isolement à Forest (notamment à cause de trois injections de calmants Haldol (1)) se déroulent dans les camps psychiatriques d'extermination, où ils peuvent mieux être camouflés par la science médicale. Sur ce plan, la séparation marquée par les barreaux entre l'intérieur et l'extérieur n'existe presque plus: la psychiatrisation des prisons marche main dans la main avec l'économie des *human resources,* où l'esprit bien normalisé est la meilleure marchandise; main dans la main avec la socialisation forcée des enfants, en les catégorisant comme hyper actifs (ADHD) et en les bourrant ensuite de médicaments tranquillisants; main dans la main avec le marché croissant des antidépresseurs et des soporifiques avec lesquels ils veulent nous faire accepter l'ennui, l'absence d'avenir



La prison d'Ittre

et l'inanité du spectacle des marchandises. Encore plus à l'avenir qu'aujourd'hui, ceux qui ne pourront pas s'adapter aux exigences du système devront accepter l'hospitalité d'un traitement psychiatrique.

Dans sa déclaration de politique gouvernementale en matière carcérale, l'État promet aussi d'embaucher plus de matons. La procédure de sélection sera accélérée pour qu'on s'affronte vers 2007 avec quelques cent cinquante matons en plus. Ceci ne semble pas si spectaculaire, mais de nouveau la croissance de l'industrie de la sécurité s'avère illimitée. Les matons, la police et les soldats sont les mercenaires directs de l'État, et heureusement il ne faut pas grand-chose pour que les gens les reconnaissent comme des ennemis. Mais qu'en est-il de l'armée grandissante des contrôleurs sociaux ? Les vigiles de la ville dans les transports publics, les régisseurs de quartiers, les assistants sociaux, les vigiles dans les magasins, les gardiens de stationnement, les détectives d'incivilités,... Ces fonctionnaires du contrôle social sont les keufs de l'avenir. Et le plus frappant (et une victoire claire pour l'État dans la guerre des classes) c'est que bon nombre des gens actuellement engagés sont justement ceux contre lesquels l'État dirige depuis toujours son contrôle et sa répression. L'exemple des vigiles dans les transports publics en dit long. Les gens qui seraient normalement les moins enclins à payer leur ticket de métro sont aujourd'hui transformés en contrôleurs des fraudeurs. C'est par cette logique de contrôle que l'État déchire et divise les hordes d'exclus.

La détention préventive, les déportations et les peines alternatives.

Nous estimons qu'il y a un réel lien ici. Les immigrés sans papiers sont détenus dans les prisons d'asile sans aucune forme

de procédure juridique et les gens qui sont soupçonnés d'avoir fait quelque chose d'illégal, sont aussi détenus préventivement dans la prison, sans aucune forme de condamnation. Que se passe-t-il alors avec le « *innocent jusqu'à preuve du contraire* » ? L'État de droit est une farce. Les conneries démocratiques sur la Justice ne servent qu'à calmer les révoltés avec des soi-disant *droits*. En réalité, il n'y a que la guerre entre l'État et les déviants. L'État trouve ses *alliés objectifs* en les laissant faire appel à leurs droits (en passant par le spectacle), ce qui ne fait que renforcer la légitimité de la machine étatique. C'est le cas pour toutes les institutions d'enfermement de l'État. Lutter pour réformer les prisons ? Ben voilà, c'est le but de cette déclaration. Lutter pour humaniser la politique d'asile ? Soit, l'État s'engagera pour ne plus enfermer des enfants dans les camps d'asile.

CE N'EST PAS EVIDENT DE TOUCHER LA PRISON

Dans cette nouvelle déclaration gouvernementale, il y a d'ailleurs un autre parallèle à faire avec la politique d'asile. Tous les jours, l'État belge déporte des dizaines de gens. Si cela dépendait de l'État, les prisonniers condamnés en Belgique seraient déportés aussi pour purger leur peine dans le soi-disant *pays d'origine*. Pour le moment, quelque 150 prisonniers attendent une déportation (la plupart vers les pays de l'Est, le Maroc et la France). De cette façon, l'État essaie d'écarter les éléments les plus *gênants* et *visibles* de son territoire. Pas seulement avec les déportations, mais aussi en investissant de l'argent et du savoir-faire dans d'autres pays pour construire des prisons et des camps d'asile. Déjà maintenant, l'Union européenne investit des millions dans la construction de camps d'asile en Tunisie, en Libye, en Algérie et au Maroc pour arrêter le flux de réfugiés de manière préventive. En outre, elle organise la surveillance militaire des frontières à l'Est de l'Europe. Le nouveau patron du système pénitentiaire belge, Hans Meurisse, a déclaré dans la presse que la Belgique doit contribuer à la construction et à la rénovation des prisons de l'Europe de l'Est.

Le pas à faire de la détention préventive aux peines alternatives n'est pas tellement grand. Il s'agit de l'ensemble des instruments et des règles dont l'État se munit pour faire sa guerre. Les peines alternatives (le travail, le service social, le bracelet électronique,…) font de plus en plus de chaque maison ou lieu de travail une prison, et normalisent ainsi la répression. Cette décentralisation de la répression par la voie de nouvelles téchnologies efface les différences entre les élements spécifiques de la société (les camps d'enseignement, de guérison, d'amusement ou de punition). Dans l'ancien espace public, les structures de la répression sont gentillement implantés, et estompent les différences (graduelles) entre les institutions.


Prison d'Ittre

Dans les esprits des cadres les plus progressistes du capital et de l'Etat, la prison appartient déjà à un passé. La psychiatrisation des *déviants* et la transformation de toute la société en un camp de contrôle (avec des moyens de contrainte *doux* comme la garde municipale et les peines alternatives) mèneront dans leur vision finalement à la suppression de la prison, car ses barreaux traverseront toute la société. Ce qui restera visible, ce seront les prisons spéciales pour les rebelles, les impénitents et les dangereux, où tout rapport avec la réalité sociale dont ils viennent sera coupé. La transition d'une société disciplinaire vers une société de contrôle est déjà en marche. Les deux tendances (la discipline et le contrôle) vont souvent ensemble, mais parfois s'affrontent aussi entre eux. Tant que la faisabilité de l'esprit humain s'avère être une illusion, le pouvoir maintiendra ou étendra sa capacité de punition fysique. L'appel des protagonistes du contrôle deviendra de plus en plus fort…

Les réponses de la rébellion…

Quelques jours après l'apparition de cette déclaration, une centaine de prisonniers à Ittre se sont révoltés. Après les émeutes des deux derniers mois, eux aussi ont cassé la paix sociale. Nous savons tous que ça chauffe dans les prisons, et aussi à l'extérieur des murs : de petits foyers de résistance s'allument, comme dans les Marolles après le meurtre de Fayçal, ou les attaques des déviants sur la police et l'infrastructure de l'État dans les banlieues françaises.

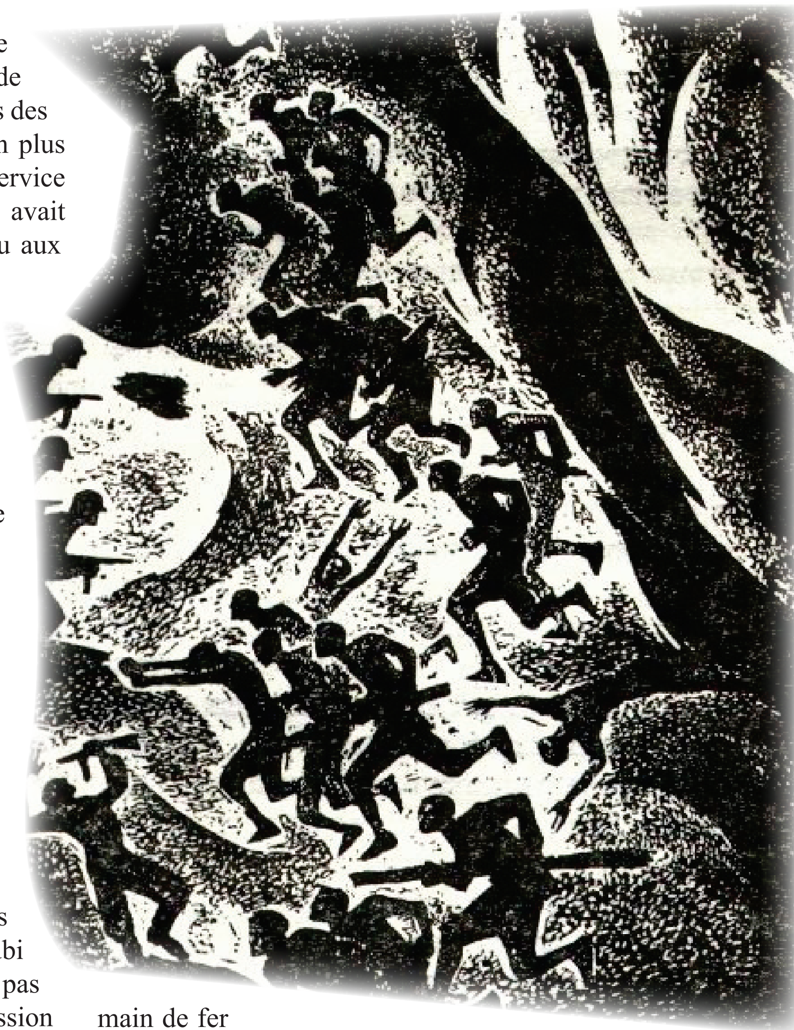
Ce n'est pas évident de toucher la prison. Les rébellions à l'intérieur des murs (de n'importe quelle manière : grèves de promenades, émeutes, grèves de la faim,…) ne peuvent être qu'un encouragement pour intensifier la lutte dehors. La lutte contre la prison restera toujours un point de référence dans la révolte contre la répression, mais dans le context de la realité indivisible de la guerre sociale, la prison n'est que le comble formel. Pour ouvrir les perspectives et abandonner le chemin de l'abolitionnisme classique, qui mène souvent au réformisme, il faut faire une analyse de l'industrie de la sécurité et du contrôle. Seulement ainsi, notre rébellion et notre haine pour le système pourra répondre de manière créative à la répression craoissante et réaliser une solidarité *réelle* avec les prisonniers en lutte.

Nous publions ci-dessous un communiqué d'un détenu sur la révolte à la prison d'Ittre. La lettre est fondée sur les propres expériences à Ittre de l'auteur. Sur l'émeute, c'est les détenus transférés qui ont raconté leurs histoires à l'auteur. Nous tenons a signaler aussi que des différentes dites meneurs de la révolte ont été transférés et dispersés vers différentes prisons en Belgique. C'est toujours ainsi (accompagné de l'isolement et les tabassages) que l'Etat essaie de casser des mouvements dans les prisons.

Communiqué d'un détenu sur la révolte à la prison d'Ittre

Là, c'est l'appel à l'émeute !

Une fois de plus, la prison d'Ittre est le théâtre d'une émeute. La dernière qui s'était soldée par le tabassage de cinq détenus, avait eu comme raisons les prix exorbitants des cantines et de téléphone. Puis celle de fin 2004, là non plus l'excuse ne fut pas la drogue, mais la complicité du service médical dans la drogue légale de la pénitentiaire qui avait picqué un détenu à l'*Haldol* qui s'écoula dans le préau aux yeux de ses camarades, les gradés refusant que le détenu remonte en cellule. L'*Haldol* c'est la même drogue qui tua le jeune Fayçal à Forest.



Cette histoire de drogue à Ittre n'a été que le détonateur d'un ras-le-bol. La presse manipulée par la direction de la prison et le Ministère de la Justice n'a diffusé que leur point de vue des raisons de cette nouvelle émeute. Il est quand même étrange que personne ne se pose la question de ces émeutes à répétition dans une prison soi-disant moderne. De plus, cela soulève un problème des fouilles des familles pour découvrir des stupéfiants. Des femmes mises totalement nues et fouillées jusque dans leurs tréfonds, humiliations permanentes de l'équipe de derection affectée à la section Ré A. Equipe spécialisée dans le tabassage et les interventions violentes vis-à-vis des jeunes, par envers ceux qu'elle sait capable de se venger de l'extérieur. Si ce problème de fouilles pour découvrir du shit, fut le détonateur de l'émeute, en fait, depuis quelques mois, elle couvait. Trop de détenus ont subi d'intempestifs tabassages couverts, quand ils ne sont pas aidés, par la direction, le service médical, la commission de surveillance à la botte de la direction. Des exemples déjà dénoncées par le Comité de Prévention de la Torture (CPT), l'Obsérvatoire Internationale des Prisons (OIP) et la campagne menée par des militants libertaires devant la prison d'Ittre et sur tout le territoire belge. La mise nu après un tabassage de jeunes détenus au cachot, le tabassage d'un jeune par l'équipe de la Ré A sans motif. Ce détenu sortait de la douche, un des tabasseurs de cette section l'attrape par la serviette, l'étrangle à moitié et le reste de l'équipe des tabasseurs lui tombe dessus. Résultat: nez cassé, poignet foulé, etc. Le médecin de la prison complice comme l'est d'ailleurs la commission de surveillance ne voit aucune trace de coups, celui de la prison d'Arlon où il est tranféré fera un rapport circonstancier. Un autre détenu rentrant dans sa cellule est soudain attaqué par un des frères du chef adjudant qui, avec son autre frère, tiennent avec une main de fer la prison. Nous pourrions citer comme ça des dizaines d'interventions violentes à l'encontre des jeunes détenus. Les tabasseurs savent bien à qui ils s'attaquent. Bien trop peur de subir ce qu'à subi le tabasseur de Nivelles...

La veille de l'émeute, donc bien avant les fouilles, un groupe de détenus avaient préparé un mouvement suite aux tabassages d'autre détenus dans la semaine. Soutenu depuis des mois par des militants libertaires à l'extérieur qui distribuèrent des tracts, collèrent des affiches, taguèrent les murs des environs de la prison d'Ittre et partout dans la Belgique en solidarité avec les prisonniers. Une fois de plus la presse resta muette devant ces faits. La direction fit tranférer un détenu militant qu'ils accusaient de inciter les autres détenus.

La veille de l'émeute, les détenus avaint décidé de ne pas remonter des préaux. Les fouilles entreprises sur les familles en les humiliant, par la direction, ont fait monter encore plus la température. Au retour des visites les quelques détenus dont les familles et amis ont été fouillées et surtout humiliées, se sont énervés et ont dit qu'ils refuseraient le mouvement se ce n'était que pour rester plantés dans les préaux. (Témoignages des détenus transférés après l'émeute).

A 19h30, à la descente des préaux du soir, le mot était passé qu'il fallait rendre la prison. Un groupe de détenus va sauter sur les gardiens, les autres dans le préaux vont commencer à démonter les nouvelles installations. (Celles qui empêchent les détenus de discuter avec leurs camarades du rez-de-chaussée, déjà enlevées lors de l'émeute de fin 2004, cette fois ce sont des grillages et poteaux encore plus gros. Les détenus arriveront à les arracher et s'en servir comme bélier!) Ces installations sont des sortes de passages à fauves comme dans les cirques. Donc, les poteaux, les détenus vont parvenir à défoncer les grilles et le tourniquet et entrer en détention. Le bureau du rez-de-chaussée où se réunit la bande des tabasseurs de la Ré A et les gradés sera brûlé. Des détenus tentèrent d'accéder à la Ré A où se trouve Dutroux, mais deux grilles empêchent d'arriver à sa cellule. Une fois de plus il va l'échapper belle. Ne pas oublier que depuis l'affaire Dutroux, contrairement à ce que raconte le ministère, il n'y a pratiquement plus de libérations conditionelles. Au premier étage, le 1.A., faute d'avoir pu attraper Dutroux, des détenus vont s'en prendre à son complice Lelièvre. Après une raclée, ils mettront le feu dans sa cellule. L'arrivée des forces de l'ordre empêche les détenus d'accéder aux étages supérieurs.

DEUX FOIS LA VOITURE DU DIRECTEUR D"ITTRE A ETE BRULEE

Il faut se dire qu'il est assez rare que plus de 100 détenus s'entendent pour mener une émeute. Les conditions de détention, contrairement à ce qu'a déclaré le directeur d'Ittre à la presse, n'ont rien de formidable. Le directeur c'est un mégalomane, qui se balade dehors avec un flingue et un gilet pare balles. Deux fois sa voiture a été brûlée…

Le directeur dit que les détenus peuvent aller deux fois par semaine à la salle de sport. Ah! Oui, mais pas tous! Et cette salle ne sert que pour jouer au foot en salle, c'est par copinage que les détenus y ont accès et sur les 450 à peine une trentaine.



Deux fois la salle de body par semaine, oui! Deux heures par semaine. Ce qu'oublie ce Monsieur le directeur c'est qu'à Ittre la seule couleur qui domine est le gris. Aucun terrain de sport. Pour lui le préau est une activité! Vous parlez d'une activité! Passer des heures dans une cour de béton avec toujours le gris à se mettre sous les yeux!

Les concerts! Ah oui! Vous pensez, personne n'y va, il n'y a pas de salle de spectacle, ça se passe dans la salle de foot, un minimum de détenus (30 sur 450) pour un maximum de matons. On se croirait dans les camps de concentration quand les SS pour la Croix Rouge organisait des concerts, il y avait autant de SS que de déportés. A Ittre c'est la même chose. Les détenus ne vont pas aux concerts car dans les affiches les annonçant, il est écrit « grâce à votre directeur ». Par haine envers lui, les détenus refusent de s'y rendre.

Les chefs quartiers et les adjudants ont été dénoncés pour avoir pratiqué des actes de tortures sur les détenus. Il n'y a aucune structure de réinsertion, pas d'éducateurs, pas de service social compétent. Tous, les médicins, les infirmières, les pseudos travailleurs sociaux, les membres de la commission de surveillance sont complices de la direction, couvrent les tabassages jusque dans l'infirmière. A plusieurs reprises, il a été demandé l'éviction de cette bande de tortionnaires, le limogeage du directeur le mégalo qui cherchait il y a encore peu, à prendre la place du directeur de la pénitentiaire en région francophone Georges.

La nourriture y est très souvent immangeable, à un tel point que les chefs des ateliers ont écrit au ministère pour demander que l'on améliore les repas. Ne pas oublier qu'en Belgique dans les prisons le pays n'offre qu'un seul repas par jour et pas toujours complet. Le CPT a aussi soulevé les carences alimentaires. Les prisons belges sont réservées aux détenus riches qui peuvent payer les prix exorbitants des cantines.

A ce rythme, tous les ans il y aura une émeute et ce n'est pas parce que la presse n'écoute toujours que le même son de cloche, qu'il y aura une amélioration. On se demande si la ministre ne préfère pas que les ex-détenus passent au stade supérieur et agissent comme ce fut le cas à Nivelles sur un gradé qui s'est fait tirer dessus suite à un tabassage d'un détenu. Les émeutes ne seront pas les dernières. Il faut s'attendre à des révoltes. Si on tabasse les détenus et si en plus en humilie leur famille et leurs amis, là c'est l'appel à l'émeute.

Un détenu en lutte
Courrier parvenu à la Cavale
au début de novembre 2006

Sur le meurtre de Fayçal à la prison de Forest

Quelques jours après les émeutes dans le quartier des Marolles à Bruxelles, ce tract a été trouvée dans le quartier et dans le reste de Bruxelles. Sur les trois pages suivantes, nous le réproduisons ici. Ce texte essaie de lier la lutte contre les prisons, la lutte contre les frontières et la lutte contre la dite revalorisation des quartiers et l'urbanisme étatiste et capitaliste. Dans un context de fragmentations des rebelles et des luttes, ce texte offre des perspéctives encouragentes et combatives....

Sur le meurtre de Fayçal à la prison de Forest et la guerre du système contre les déviants

EN TEMPS DE GUERRE...

Dans la nuit du 24 au 25 septembre Fayçal Chaaban meurt à la prison de Forest. À deux reprises le personnel médical lui avait injecté des anesthésiants lourds. Le jour qui suit le meurtre, des émeutes commencent dans la rue: un bâtiment du CPAS, un magasin, une maison de jeunes et quelques voitures partent en flammes et quelques vitres sont cassées. Dans la prison aussi la situation est très tendue. Peu après, l'état de siège est déclaré à Bruxelles: il y a des arrestations préventives et des flics sont postés à tous les coins de rues. En même temps, les politiciens et les éducateurs de rue sont envoyés pour calmer les esprits. Entretemps, les matons font des menaces de grève.
Ce meurtre démocratique est l'énième fait d'armes du système dans sa guerre contre ceux qui ne marchent pas au pas.

Les prisons sous le feu

Il y a un an Fayçal avait déjà été placé en isolement pendant trois jours, attaché et maltraité on lui avait déjà injecté des anésthésiants. Dans les prisons et les commissariats la violence est un pain quotidien. En mars à Ittre et en avril à Mons, les prisonniers se sont révoltés contre la violence des matons. Quand les matons de Nivelles se sont encore une fois mis en grève, annonçant ainsi une énième dégradation programmée des conditions de détention, une aile de la prison est incendiée. Pendant l'été ont suivi une évasion collective de la prison de Termonde et une révolte à la prison de Tournai. À l'agitation montante des prisonniers, l'Etat répond comme toujours: deux nouvelles prisons à Termonde et à Namur et une nouvelle institution psychiatrique fermée sera construite à Anvers, la prison de jeunes à Everberg sera agrandie. Parallèlement, des millions sont libérés pour renforcer la sécurité des prisons.

Le fonctionnement de la prison ne se limite pas à l'intérieur de ses murs: la prison c'est aussi les politiciens qui la défendent, les médias qui présentent les gens comme des monstres, les syndicats qui soutiennent les matons dans leurs grèves étranglant les prisonniers et leurs familles, les tribunaux et les parquets qui mettent au ban de la société des milliers de gens sans froncer du sourcil…

Entretemps aux frontières

Parallèlement aux débuts de révoltes dans les prisons, les sans papiers aussi se sont bougés. Il y a eu des occupations d'églises, des grèves de la faim et des manifestations. Quand l'Etat s'est rendu compte que ça commencait à tourner mal pour lui, il envoya ses *beaux parleurs*

Brèves des prisons belges

31/10 - Au moins sept prisonniers d'Ittre sont tranférés et mis en isolement à la prison d'Andenne.

30/10 - Les prisonniers disent que dans la nuit il y avait des gens qui lançaient des feux d'artifice en haut de la prison.

29/10 - Après que la police fédérale a obligé tous les visiteurs de subir une fouille à poil, une dure révolte éclate. Les prisonniers incendient des cellules, des matelas, des poubelles et un local des matons. La police et les matons sont attaqués avec des projectiles et des barres de fer. Le dommage aux bâtiments est immense. Cinq matons sont blessés. Ce n'est qu'après minuit que les prisonniers retournent à leurs cellules.

27/10 – Le syndicat de la police, NSPV, déclare que la police refusera de remplacer les matons qui entrent en grève pendant le mois de décembre.

26/10 – Plusieurs mesures sont prises « pour baisser la surpopulation des prisons ». La construction de nouvelles prisons : L'ancienne caserne militaire Wolfstee (Herentals) sera transformée en prison où 100 prisonniers pourront être enfermés. L'ancienne caserne militaire de Florennes (Namur) sera transformée en prison pour 200 jeunes. L'extradition des détenus étrangers, l'augmentation de surveillance electronique et des peines de travail. Audelà de ça, l'embauchement de 154 matons.

25/10 – Les matons de la prison de Mons intensifient leurs actions: les détenus doivent rester dans leurs cellules 24h/24, ne peuvent pas aller à l'infirmerie ni

pour vider le mouvement de l'intérieur. Le mouvement en est arrivé à mendier des bouts de papier , à condition que tu rentres dans les critères, qui sont avant tout la volonté de travailler et de t'intégrer.

Contre les foyers de résistance restants, l'Etat a envoyé ses forces de l'ordre: des expulsions violentes et des rafles intensifiées dans plusieurs villes. Et pas seulement en Belgique. Les États du sud de l'Europe ont décidé de libérer plus de moyens pour verouiller leurs frontières. La surveillance frontalière des enclaves de Ceuta et Melilla surpasse maintenant celle de n'importe quelle prison moyenne.

Des prisons et des centres fermés à nos quartiers



La guerre de l'Etat n'est pas seulement menée contre les prisonniers et les sans papiers, mais contre tous ceux qui ne s'adaptent pas, contre ceux qui ne contribuent pas à l'économie (par exemple en préférant voler que de se faire humilier tous les jours par un patron, ou en étant malades), contre les immigrés qui sont présentés commes terroristes. L'image de l'ennemi a de nombreuses facettes, mais elles ont toutes comme fin de nous faire marcher au pas. Quand ils stigmatisent les sans papiers comme malfaiteurs, c'est pour les forcer à être sages, à se faire exploiter dans des conditions qui ressemblent à celles qu'ils ont fui. Mais c'est aussi pour les prévenir: acceptez de vous faire exploiter, acceptez de subir le racisme au quotidien, surtout pliez vous. Sinon ce qui vous attend, c'est l'expulsion, la prison, ou, comme pour Semira pendant une expulsion, comme pour Eneka et maintenant Fayçal à la prison de Forest: la mort.

Les murs des prisons et les barbelés des frontières Européennes traversent aussi nos quartiers. La répression de l'Etat ne se concentre pas seulement sur des lieux spécifiques (prisons, centre fermés…), mais aussi, et toujours plus, sur notre environnement direct. Nos quartiers sont militarisés et commencent toujours plus à ressembler à des prisons. Les rafles et les contrôles d'identité font partie du quotidien, les trams et les bus sont le terrain de chasse de l'Office des Etrangers. Toute une armée en uniformes pas bleues envahit nos quartiers. Des éducateurs de rue en passant par les stewards de quartier jusqu'aux contrôleurs et aux vigiles: les gardiens sont partout et essayent de nous faire peur avec leur présence dominante. Peur de nous plaindre, peur de remettre en cause notre vécu, peur de nous révolter.

Comme les banlieues françaises qui ressemblent plus à des prisons qu'à des quartiers d'habitation, nos quartiers aussi sont de plus en plus transformés en prisons. Des caméras pour surveiller tout, des nouveaux projets immobiliers qui nous enferment dans des habitations-cellules là où le contact social est rendu impossible par l'architecture même, des nouveaux projets de construction qui nous chassent de nos quartiers sous prétexte de 'revalorisation du quartier',…

prendre de douche.

24/10 – Les cellules du nouveau Palais de Justice à Anvers sont cibles de vandalismes. Déjà 27 cellules sur 95 sont hors usage. Les détenus sont enfermés à cinq dans des cellules pour une personne.

23/10 – Deux individus qui s'étaient enfuis de la prison de Termonde (lors de l'évasion collective du 19 août) sont arrêtés à Wilrijk (Anvers). L'un d'entre eux avait déjà été condamné pour avoir aidé à l'évasion de deux prisonniers de la prison de Turnhout en 2003.

20/10 – Les matons de Forest entrent en grève. Le 26/10 ils reprennent le « travail » après que la diréction ait promis d'embaucher 15 nouveaux matons et d'élever le nombre des contrats temporaires. À Verviers et Tournai aussi les bourreaux de l'Etat entrent en grève.

18/10 – Une émeute se déclenche à la prison de Lantin. Une quarantaine de détenus bloquent le préau et demandent un entretien avec la direction. Le directeur refuse et envoie les keufs. Les détenus arrachent des barres de fer et les attaquent. Une partie des bâtiments de la prison est endommagée: les vitres sont brisées et les plafonds démolis. Plusieurs flics sont blessés, un keuf se fait presque lyncher. Après quelques heures la police réussit à rétablir l'ordre.

16/10 – Les matons de Lantin changent leur rythme à celui du weekend pour exiger plus de sécurité. La police fédérale et la Croix Rouge remplacent les matons pour assurer les « services ».

15/10 – Quelques 300 gens manifestent à Bruxelles pour commémorer le meurtre de Fayçal à la prison de Forest.

12/10 – Un détenu qui s'était échappé de la prison de Termonde en août est arrêté en Italie et extradé vers la Belgique. Selon le Parquet il serait l'instigateur de l'évasion. Avec son compagnon de cellule il aurait forcé la porte de sa cellule et obligé trois matons à ouvrir les portes de dizaines de cellules. Le même jour, un autre fugitif est arrêté à Menen.

13/10 – Les matons de la prison de Verviers entrent en grève.

5/10 – Un détenu qui n'était pas retourné du congé est de nouveau arrêté. Il est accusé d'avoir commis une braquage armé pendant sa cavale.

5/10 – Selon les journaux une cinquantaine de détenus, armés de barres de fer, auraient refusé de retourner à leurs cellules à la prison de Saint-Gilles. Les journaux ont probablement menti, car beaucoup de messages directs disent que l'émeute a eu lieu à la prison de Forest.

2/10 – Le nouveau patron de l'administration pénitentiaire, Hans

Les mille et une facettes de la guerre sociale

Les meurtres de Semira Adamu, d’Eneka, et de Fayçal ne sont pas des cas isolés. Quotidiennement, la violence policière, les maltraitements, la noyade, l’étouffement ou la torture, les expulsions, et la destruction de notre environnement sont les moyens de l’Etat dans sa guerre contre ceux qui ne s’adaptent pas. La démocratie n’aime pas se salir les mains avec du sang, elle fait donc intervenir les médias pour présenter sa guerre comme guerre *humanitaire*. Face à ces agressions, nous allumons les feux de la révolte, et nous cherchons des frères et des soeurs qui veulent se joindre à nous pour résister.

Cela ne nous étonne pas que le système nous nomme ‘délinquants’ (comme les rebelles des rues de Bruxelles qui clament leur rage après le meurtre de Fayçal) ou ‘terroristes’.
Actuellement chaque geste de mécontentement suffit pour s’attirer tout l’appareil de répression.
Mais ce ne sommes pas *nous* qui devons nous justifier. Avec ses prisons, sa police, ses centres fermés, ses projets d’urbanisme, ses contrôles et ses meurtres, le système nous fait la guerre, face à de telles aggressions, il n’y a pas de dialogue possible. Seul la langage de la révolte constitue une réponse appropriée.

Septembre 2006



Meurisse, déclare dans la presse qu’il pense qu’il faut construire plus de prisons dans l’Europe de l’Est afin de déporter les détenus de ces régions qui crèvent dans les prisons belges. Il dit que la Belgique a beaucoup de connaissance de la privation de liberté à partager avec les pays de l’Est.

29/10 –Pendant quelques semaines les matons de Forest et de Saint-Gilles sont escortés par des flics quand ils vont et quand ils sortent de la prison. Le jour avant, deux bourreaux de l’Etat ont été menacés avec un couteau et injuriés pour ‘assassins’ pendant qu’ils prennaient le métro.

26/09 – Les matons de Jamioulx entrent en grève pendant six jours. Un budget de 50.000 euros sera libéré pour le placement de caméras supplémentaires et de nouveaux matons seront embauchés.

24/09 – Dans la prison de Forest, Fayçal est assassiné dans la cellule d’isolement après avoir reçu à trois réprises des injections stupéfiants. Les trois jours qui suivent, il y a des émeutes dans le quartier des Marolles à Bruxelles. Il y a des confrontations avec la police et quelques voitures, un CPAS, une maison de jeunes et un café partent en flammes. Des dizaines de vitres de magasins, des voitures, des arrêts de bus et des cabines téléphoniques sont cassés. La police militarise rapidemment le quartier et passe aux arrestations préventives de dizaines de jeunes.

11/09 – Les matons de Termonde entrent en grève pour exiger plus de sécurité. Le 15/09 ils reprennent le ‘boulot’.

8/09 – Pendant la promenade du matin une émeute véloce éclate à la prison de Tournai. Un détenu sort une barre de fer et menace un maton afin que quelques dizaines de détenus peuvent exprimer leurs demandes à la diréction. La police réagit hyper rapide. Le prétendu instigateur est mis en isolement.

6/09 – La police demande plus de moyens pour le combat contre la terreur. Ils demandent aussi des prisons séparées pour les radicaux et les extrémistes, car leurs idées inspireraient les autres détenus.

31/08 – Les patrons de l’entreprise De Vos & Zonen de Ninove sont arrêtés sous accusation de corruption. L’entreprise aurait payé des pots-de-vin pour pouvoir rénover le toit de la prison de Saint-Gilles.



Communiqué de la prison d'Andenne octobre 2006

Andenne fait semblant d'être une prison modèle

À ANDENNE, les détenus sont traités comme des déchets de la société. Cela ne change pas trop des autres prisons, mais à Andenne ce qui frappe le plus aux yeux c'est que la majeure partie de la population carcérale a effectué presque toute sa peine sans avoir eu droit aux congés ou aux libérations conditionnelles. La grande hypocrisie là-dedans, c'est que dans la prison d'Andenne on peut suivre un maximum de cours, mais hélas ces cours ne vous servent pas à grande chose puisque vous n'allez de toute façon pas être libéré grâce à eux. Les seules personnes à qui profite cela, ce sont les directeurs qui pourront lorsqu'on parle des prisons à la télé aller se vanter que dans leur prison tout est mis en oeuvre pour réinsérer les détenus, or tout cela est faux. Vous pourriez obtenir un diplôme de chirurgien sans pour autant que ce diplôme vous aide à sortir de prison. Certains assistants sociaux qui sont sensés vous aider dans vos démarches de réinsertion ne se comportent plus comme des assistants sociaux mais plutôt comme des matons, et pourquoi cela? Parce que ces assistants sociaux ont attrapé la mentalité des matons, et la mentalité des matons est très simple. Ils traitent tous les détenus comme des sous-merdes et ont peur des détenus qui eux ne plaisantent pas et qui pour un oui ou un non leur démonteraient la tête. Malgré cela un maton reste vicieux, car même s'il a peur d'un détenu, cela ne va pas pour autant l'empêcher de lui faire du mal par la voie d'un rapport d'information ou en lui mettant des bâtons dans les roues, bien sûr tout ça à l'insu du détenu dont il a peur.

Vous savez pourquoi les matons peuvent se plaindre chaque fois sans que personne au ministère de la justice ne les réprimande? Et bien, c'est à cause des menaces de grève qu'ils profèrent sans hésiter un instant. Ces gens (les matons) peuvent sans remords quitter leur poste de travail et laisser sans aucun soin plus de quatre cents personnes enfermées sans nourriture, sans douche, sans visite médicale et sans les laisser (les détenus) donner signe de vie à leurs familles. Je pense que nous sommes encore loin des méthodes pratiquées par les nazis, mais il ne faut pas oublier que c'est ainsi que toute l'histoire nazie a débuté. Personnellement moi je suis détenu mais je suis rarement en situation de faiblesse vis-à-vis d'un maton ou d'un directeur, pourquoi? Parce que je suis un gars condamné à une lourde peine qui en a franchement rien à foutre de l'autorité carcérale. Aujourd'hui je me demande pourquoi les gens lorsqu'ils se trouvent dehors osent aller commettre des vols, des agressions, des rébellions, des fusillades... et parfois même à l'encontre d'un homme armé. Et quand ces gens se retrouvent en prison, ils pleurent après leur mère, et ont peur des petits matons qui ne sont même pas armés et qui sont quatre fois moins nombreux que nous les détenus. Je vais finir là pour l'instant, mais je finis mon courrier en vous disant de vous réveiller car personne à part vous peut contrôler votre avenir. Si vous voulez sortir la tête haute de cette merde, c'est vous les détenus qui peuvent changer les choses, car personne ne bougera le petit doigt. N'oublie jamais qui les lois nous haïssent, alors haïssons les lois nous aussi.

Tifl Moez'idj
Communiqué de la prison d'Andenne
octobre 2006

N'OUBLIE JAMAIS QUE LES LOIS NOUS HAISSENT
ALORS HAISSONS LES LOIS NOUS AUSSI

Enfermé dans l'aile psychiatrique de la prison

Depuis quelques mois des compagnonNEs sont en contact avec Hendrik J. Hijnen. Il est enfermé dans l'aile psychiatrique de la prison de Merksplas. Hendrik fait partie de l'Organisation Européenne pour la défense du Statut Juridique des Détenus (EORG) et milite contre les abus et l'enfermement. Hendrik demande explicitement de correspondre avec des gens qui veulent partager des idées avec lui.

Son adresse:
H.J. Hijnen
SIM
Steenweg op Wortel 1
2330 Merksplas
Belgique

Début novembre 2006 la Cour d'Appel a alourdi les peines des sept militants du DHKC (allant de 3 à 7 ans de prison). Dans la salle de la Cour, il y avait un corps à corps entre les sympathisants et la police.

Deux militants condamnés qui subissent un régime spéciale d'isolement à la prison de Bruges, Musa Asoglu et Sükriye Akar, ont entamé le 30 octobre une grève de la faim contre leurs conditions de détention.

Sur le procès anti-terroriste contre le DHKC en Belgique...

L'inquisition des bords de l'Escaut.

Début novembre, la cour d'appel de Gand, a confirmé et pour certains augmenté les condamnations des sept militant(e)s du DHKC. Elles avaient été prononcées plus tôt cette année d'après les lois antiterroristes européennes dans un tribunal d'exception à Bruges.

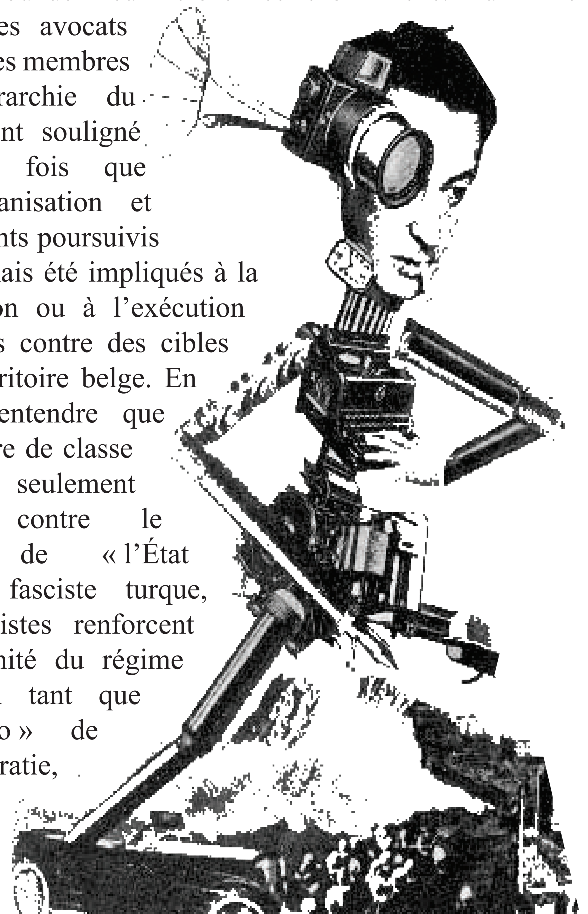
LE 28 FÉVRIER 2006, sept militants du DHKC ont été condamnés selon la loi anti-terroriste européenne (combiné à une série d'autres condamnations) à des peines entre quatre et sept ans de prison. Peu après la prononciation du verdict à Bruges, le spectacle a mis ses propres mercenaires dans un soi-disant embarras en ayant laissé s'évader une inculpée. Pendant des semaines, « l'affaire Erdal » était centrale dans ce procès de production spectaculaire de contrôle social. Sous couvert d'une soi-disant transparence, trois militants sont soumis à un régime de torture blanche, qui est réservé aux « terroristes condamnés » selon les lois anti-terroristes de l'UE. Ils sont isolés des autres détenus dans des cellules éclairées durant toute la nuit. Ils sortent séparément en promenade et sont contrôlés visuellement toutes les heures…

Les trois prisonniers de Bruges ont intenté collectivement quelques procès contre le gouvernement pour exiger la fin de ce régime honteux et terroriste (d'État). La cour a jugé que le régime devait être commué, mais le ministère de la justice a directement fait appel, ce qui fait que rien n'a changé à ce régime « anti-terroriste ». La loi anti-terroriste donne l'occasion aux directions des prisons partout en Europe de construire des ailes spéciales « Guantanamo » (dans la mesure qu'elles n'étaient pas encore là pour enterrer vifs les prisonniers rebelles). Au moment des pseudo-batailles juridiques autour du régime des condamnés, le parquet préparait l'appel que le procureur avait interjeté directement après la prononciation du verdict qui était « trop léger » selon l'État.

Le 17 février, le procureur avait en tout requit presque soixante années de prison pour neuf des onze accusés du premier procès (deux fois dix, une fois sept, quatre fois cinq et deux fois trois ans…). Les juges n'avaient en tout prononcé « que » 25 années de prison. Entre le 11 et le 18 septembre, les détenus condamnés ont dû paraître pour la deuxième fois devant la cour d'appel de Gand. Pour trois condamnées, les peines ont été augmentées d'un an.
Nous sommes dégoûtés de la manière dont l'État abuse des vies des poursuivis comme ressource virtuelle pour le contrôle social à travers ce spectacle antiterroriste. Toutefois, en faisant une critique d'ensemble de ce phénomène et donc aussi de la forme d'organisation autoritaire, nous voulons souligner qu'en tant qu'anarchistes, nous maintenons la liberté de lutter de la manière que nous choisissons.

Un autre conflit est possible et a lieu

Les condamnés ont notre solidarité en tant que rebelles séquestrés par l'État, mais pas dans le rôle spectaculaire de démocrates innocents, de victimes de l'inquisition anti-terroriste ou de meurtriers en série staliniens. Durant le procès, les avocats comme des membres de l'hiérarchie du DHKC ont souligné plusieurs fois que leur organisation et les militants poursuivis n'ont jamais été impliqués à la préparation ou à l'exécution d'attaques contre des cibles sur le territoire belge. En laissant entendre que leur guerre de classe était seulement dirigée contre le régime de « l'État voyou » fasciste turque, les marxistes renforcent la légitimité du régime belge en tant que « état-héro » de la démocratie, dont ils



ne voulaient nullement abuser l'hospitalité.

Cette stratégie est fondée sur un large renforcement du spectacle anti-terroriste, ce qui a exclu, dès le début, presque toute perspective de solidarité combative autour de ce cas spécifique de répression. La pseudo-lutte pour les droits de l'homme, autant dans l'humanisation de l'inquisition terroriste actuelle que dans l'occupation des soi-disant États voyous, est dessinée par la foi et la fidélité envers l'« éthique » visuelle avec laquelle le capital souverain construit son ordre mondial criminel.

En tant qu'anarchistes, nous considérons les lois d'inquisition de l'UE comme un énième raffinement technique de la terreur légale sur laquelle cet ordre capitaliste est fondé dès le début. Comme combattants, nous ne pouvons pas laisser assouvir notre soif de révolte avec des prières pour quelques devoirs, déguisés en « droits ». Pour nous, la rébellion contre la violence de l'Etat et la violence économique structurelle est aussi parlante de soi qu'inévitable. Nous ne nous laissons pas paralyser par les réalités répressives du spectacle anti-terroriste, mais nous nous préparons et organisons, dans la pratique, à un nombre de conflits sociaux, qui ne se laisseront plus traduire par le spectacle marchand dominant. Pourquoi devrions nous reprendre l'éthique de l'ennemi ?

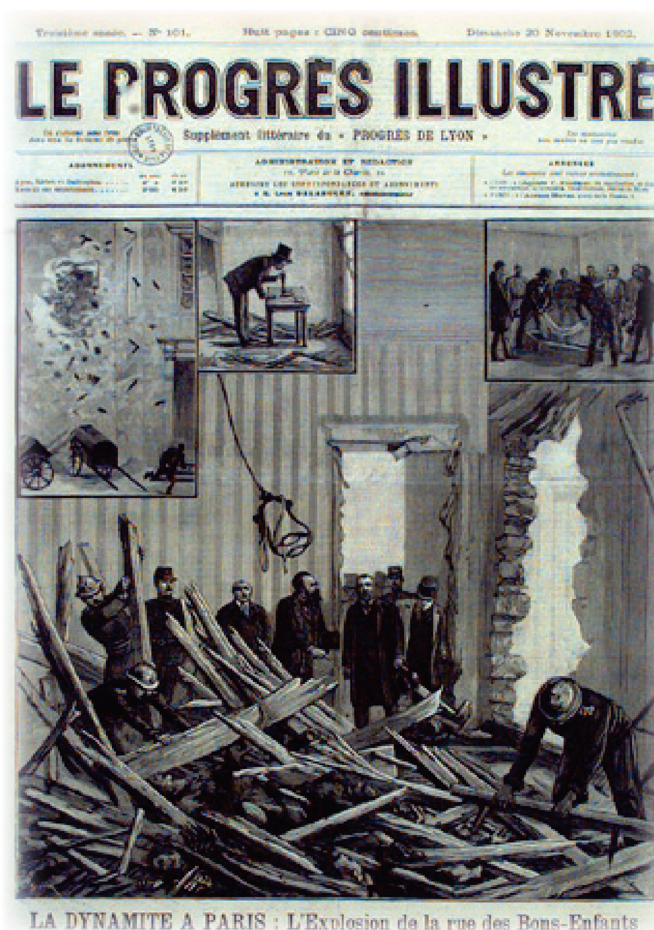
Nous avons tout aussi peu de nostalgie pour l'ordre étatique impérialiste et son idéologie fossile que nous croyons en « l'éthique » avec laquelle le capital est en train de restructurer ce système en un ordre d'entreprise impériale. Cette guerre contre les barbares du futur sera menée d'autant moins au nom de la bible ou du coran et d'autant plus selon les versets du code des droits de l'homme de l'ONU. La réponse à cette répression au nom de l'humanité ne peut être qu'une multitude de formes de lutte et de conflits, dans laquelle nous pourrons fondre de manière offensive nos pratiques, sans devenir des acteurs muselés du spectacle du contrôle social.

Pour la déstruction de toutes les prisons!

Pour une destruction révolutionnaire et illimitée du régime, partout dans le monde !

Leur « paix » est notre guerre quotidienne !

Fin octobre 2006



1882: A Paris, une bombe explose au commissariat dans la rue des Bons-Enfants.
4 flics et 1 commissaire sont morts.

Situation actuelle des compagnons de Aachen

Le 28 septembre 2006 José Fernandez Delgado a été condamné à Aachen à 14 ans de prison. Ensemble avec Gabriel Pombo da Silva, Begoña Pombo da Silva et Bart de Geeter ils ont été arrêtés en juin 2004 près de la frontière à Aachen. José et Gabriel qui s'étaient évadés de la prison espagnole, sont des anarchistes qui bougent déjà depuis des années, ainsi que Bart.

Gabriel a été placé en isolement pendant trois jours parce qu'il y a eu un grand feu d'artifice au-dessus de la prison de Aachen. La direction de la prison a estimé que les responsables étaitent ses compagnons.

Bart de Geeter a maintenant purgé deux tiers de sa peine (3 ans et 6 mois). En théorie il est susceptible d'être liberé sous conditions. Le juge qui devrait décider sur sa conditionelle s'est déclaré incapable. Maintenant c'est une commission d'experts qui va examiner sa demande de libération.

José Fernandez Delgado a été enfermé à la prison de Bochum. Après que l'appel contre les condamnations ait été répoussé, José a été catégorisé comme condamné définif (ainsi que Bart et Gabriel). Comme ça, la prison a pu renforcé son pouvoir sur lui: il devrait porter l'uniforme de prison, il devrait travailler pour pouvoir disposer de son argent,... Mi-octobre José décidait donc de ne plus accepter quoi que ce soit de la prison(comme la nourriture, les vêtements, le savon,...) pour élaborer une rélation de force. Des compagnons de l'extérieur ont harcelé la prison avec des coups de téléphone, des fax et des mail pour montrer leur solidarité avec José. Ensuite la prison a décidé de tranférer José à la prison de Rheinbach. Pour l'instant, José va assez bien. Il a obtenu quelques choses pour lesquelles il s'était affronté avec la direction de la prison de Bochum, mais il semble qu'il devra enfin quand-même porter l'uniform de prison.

Ci-dessous, nous publions l'appel à la solidarité avec José, diffusé mi-octobre.

En conflit aves les autorités pénitentiaires

Le refus de José Delgado

Le 28 septembre, notre compagnon José Fernandez Delgado a été condamné à 14 ans de prison en Allemagne. La demande pour la révision du procès qu'il a présenté ensemble avec les trois autres condamnéEs (3 ans et 6 mois pour Bart de Geeter, 10 mois avec sursis pour Begoña Pombo da Silva et 13 ans pour Gabriel Pombo da Silva) a été rejetée en septembre 2006. José est maintenant enfermé en tant que condamné defitif à la prison de Bochum. Il y a deux semaines, José a commencé à protester contre les conditions de détention. Ainsi il commençait une *grève de manger* et il refuse d'accepter quoi que ce soit de la prison. Ce refus est sa riposte à la confiscation de toute la monnaie et de tous les livres qui lui sont envoyés. José sait que ces brimades et les autres mesures, tant inutiles que pénibles, sont le sort de la plupart de détenus et qu'ils servent à les soumettre à l'arbitraire de la prison et ses matons. Ils essayent de maintenir l'ordre en donnant des *récompenses* pour qu'ils puissent les enlever ensuite. Ainsi ils essayent de reprimer les prisonniers. En les empêchant d'accéder leur monnaie, ils peuvent les obliger à travailler ou d'obéir. Mais Jose Fernandez Delgado a pour sa part décidé de refuser ces chantages et cette incertitude permanents au nom de ce qu'il considère comme sa dignité

De notre part, nous n'accepterons pas que notre compagnon est forcé à arrêter de manger pour obtenir ses droits de base. Nous le soutenons aussi dans sa démarche à développer des rélations de force car ceci fait qu'il puisse continuer à vivre et à lutter.

Une possibilité pour montrer notre solidarité est de harceler la prison de Bochum en condamnant les conditions de détention: le travail forcé, le retien de l'argent des mandats et des courriers qui lui sont envoyés, libre accès aux activités (par exemple le sport) et libre accès aux études de biologie qu'il veut commencer.

La situation est insupportable et nous ne saurons la supporter!

oktober 2006

[plus d'informations sur http://www.escapeintorebellion.info]

Lettre de Gabriel Pombo da Silva depuis la prison de Aachen

De Termonde à Teixeiro... La révolte brûle!

LA PERSONNE QUI LUTTE SERA JAMAIS PRISONNIER-E, tout comme le ou la prisonnière qui lutte cesse d'être un esclave... Cela veut dire qu'un adjectif ne peut résumer tout ce qu'est, en soi, un individu (et que nous sommes tous)...

Certains pouvoirs (médiatiques, juridiques, policiers etc.) croient pouvoir remplacer la RAISON par la FORCE... Ils croient que posséder des prisons, des armes, des lois et des sbires en tous genres et de toute conditions qui leur prêtent la main, leur permet de nous baîllonner, nous torturer, nous exploiter, nous ignorer ou nous assassiner...

Mais ils se trompent et les révoltes des excluEs, des individualités rebelles explosent, de Dendermonde à Teixeiro... Les esprits libres se rebellent, ils veulent la liberté et parfois la conquièrent!!.... Vive la liberté compagnons!!!

D'autres fois, la rebellion ne vise pas à conquérir la liberté mais à attirer l'attention; on veut la dignité, le respect. Les formes que prend la révolte ne sont pas les plus importantes, c'est pourquoi il est absurde de parler des «moyens». Qu'y a t'il à redire au fait que des prisonniers «séquestrent» un «maton séquestreur»?

Que dire du fait qu'au cours d'une révolte on meure, ou on en vienne à tuer ?
La mort fait partie de la vie !

Ceux qui vivent en subissant à la violence de l'Etat et de ses salariés ne doivent pas avoir de pitié pour leurs ennemis. La lutte pour recouvrer la liberté et la dignité ne connaissent ni frontières, ni limites. On fait ce qu'on a à faire.

C'est pourquoi (et pour beaucoup d'autres choses encore), je me réjouis des 28 rebelles de Dendermonde qui ont su conquérir leurs libertés avec honneur et courage ... Et toute ma solidarité va aux rebelles de Teixeiro et A Lama qui, une fois de plus, ont démontré que la dignité refuse de vaciller face aux tortures fascistes.

Ils disent que l'un des gardiens est mort d'une crise cardiaque ... C'est ce qui devrait leur arriver plus souvent, à ceux qui s' «excitent» à tabasser les prisonnierEs...Non, la mort d'un gardien ne me préoccupe en rien ... Même plus, je m'en réjouis.

Quand, comme moi, on a perdu tant d'amis en prison et que l'on a vu de ses propres yeux les sourires et les commentaires blagueurs de ces ordures (qui se nourissent de la souffrance humaine) venant de décrocher de la corde un ami ou un compagnon ... alors il n'y a plus de place pour se chagriner de la mort d'un maton.
(...)

Et pour finir, je souhaite avec ses mots apporter mon soutien et montrer mon affection aux compagnons qui, le 2 juillet, ont participé à la manifestation de Bruxelles.

Solidarité avec les prisonnierEs en lutte !

Gabriel
Aachen, octobre 2006

Teixeiro *est une prison en Gallice, Espagne. Teixeiro est mal famée pour ses tortures et ses modules d'isolement. Il y a quelques mois, une révolte a éclaté. Pendant l'émeute, un maton mort à cause d'une attaque cardiaque. Pendant des années, il y a des rassemblement et manifestations devant les portes de cette prison en solidarité avec les prisonniers.*



A Lama *est aussi une prison en Gallice. L'année passée, une marche s'est déroulée de la prison de Teixeiro jusqu'à A Lama. Mi-decembre 2006 il y aura une nouvelle manifestation.*

Le 2 juillet 2006 *une 150-taine de personnens manifestent à Bruxelles en solidarité avec les prisonnierEs en lutte.*

Depuis la prison de Lelystad aux Pays-Bas

Roberto Catrino Lopez en grève de la faim et de la soif

Le 25 octobre 2006 notre compagnon Roberto Catrino Lopez entrait en grève de la faim et de la soif pour dénoncer le mauvais traitement médical qu'il réçoit dans la prison de Lelystad. Le 8 novembre il était transféré à l'hopital pénitencier de Scheveningen, où il a recommencé à boire et à manger. Quand il retournera à la prison, il devra subir au moins 14 jours d'isolement.

Roberto était enfermé pendant 18 ans dans les taules espagnoles, dont grande partie dans le régime d'isolement FIES. Il a participé à plusieurs mutineries, grèves de promenades, tentatives d'évasion et grèves de la faim.

Il y a quelques mois, le juge a décidé que Roberto ne sera pas éxtradié vers l'Espagne. Les bouchers de la Justice espagnole ont encore des comptes à régler avec lui... Roberto est malade et il a des graves troubles d'immunité.

L'Anarchist Black Cross d'Amsterdam a appelé à harceler la prison de Leystad avec des coups de téléphone, des mails et des faxes pour exiger un bon traitement médical de Roberto, et sa liberté.

Adresse de la prison
PI-Lelystad
T.a.v. de directie
Larserdreef 300,
8233HB Lelystad.

Tel (0320) 26 74 67
Fax (0320) 26 74 76
Email: info@flevoland.dji.minjus.

Adresse de l'hôpital pénitencier :
PEN Ziekenhuis
Scheveningen
Pompstationweg 52
2579 JW Scheveningen
Nederland

Adresse de l'ABC de Amsterdam
Postbus 16521
1001 RA Amsterdam
Pays Bas

abcamsterdam@squat.net
http://squat.net/abcamsterdam



Banderole déployée devant la prison de Lelystad

Sur les anarchistes qui ont été arrêtés en septembre 2003 à Barcelone

Trois ans sans pouvoir les serrer dans nos bras Trois ans de lutte en plus...

Le 16 septembre dernier, cela faisait trois ans que nos compagnons anarchistes Joaquin, Teo, Roger, Rafa, Igor et Carol étaient détenus à Barcelone. Pour beaucoup, ce jour-là ne fut pas un jour comme les autres… Six compagnons furent arrêtés et un autre fut mis sous mandat d'arrêt international (situation encore valable aujourd'hui et nous nous attendons à ce que cela s'éternise à l'infini !). Ce coup répressif, effectué par la Guardia Civil et signé par le juge de l'Audiencia Nacional, Guillermo Ruiz Polanco, fut à ce moment le coup le plus dur porté aux cercles anarchistes depuis la détention et l'emprisonnement de Giorgio, Claudio, Michelle et Giovanni (compagnons anarchistes italiens arrêtés suite à la tentative de braquage sur une banque Santander de Cordoue le 18 décembre 1996).

L'opération se fit en grandes pompes, arrestations des compagnons à la levée du jour, portes défoncées à la masse, ou dans certains cas à l'aide d'explosifs, et un déploiement spectaculaire d'effectifs, blocage de la circulation de certaines rues, brigades canines,…



À partir de l'entrée dans les domiciles, les coups, menaces, questions, mauvais traitements furent de rigueur de manière constante pour traiter les compagnons, et ce pendant toute la durée de la fouille de leurs habitations. Une fois cela accompli, ils furent emmenés, les yeux bandés et les mains menottés dans le dos, dans des voitures qui prirent la direction de dépendances de la Guardia Civil à Madrid. Pendant ce trajet, qui fut parcouru en un temps record, deux compagnons furent frappés et menacés à l'aide d'armes à feu. Cela allât jusqu'à arrêter une voiture en pleine autoroute et à sortir un détenu dans le fossé pour le menacer de mort.

La loi anti-terroriste fut appliquée et les accusations étaient les suivantes : Bande armée /organisation terroriste, possession d'armes et de matériel explosif, planification d'assassinat et de futurs braquages, ainsi que de futurs sabotages, fabrication et placement d'explosifs, incendies, blessures,…

Durant les cinq jours de non communication passés au cachot, ils subirent d'interminables interrogatoires, des menaces, des tortures (coups, exercices physiques, positions spéciales pour créer la fatigue,…). Certains compagnons nous ont même communiqué l'administration de drogue à leur encontre. Rien de bien neuf que les mercenaires de l'état, dans leur triste et misérable existence, n'aient déjà utilisé contre les rebelles et les révolutionnaires. Suite à ces cinq jours interminables, ils passèrent en audition devant le juge de garde à l'Audiencia Nacional, où se trouvait ce jour-là le plus grand inquisiteur judiciaire de ces trois dernières décades, Monsieur Baltasar Garzón. Certains compagnons subirent le cachot avec une non communication appliquée de tel sorte qu'ainsi ils ne purent même pas être assistés d'un avocat lors de la déclaration. Après de longues heures d'attente, Teo est relâché et les autres sont envoyés en prison, à Soto del Real. Là, ils se croisent et peuvent se voir quelques instants.

Quelques jours plus tard, ils sont transférés dans différentes prisons, souffrant de la dispersion, une pratique qui s'applique à tous ceux que l'institution pénitentiaire ennuie. C'est une forme de vengeance de l'État pour leurs activités politiques. Igor reste à Soto del Real, Roger est emmené à Aranjuez, Joaquin à Navalcarnero et Rafa à Valdemoro. Ces quatre prisonniers se retrouvent dans la communauté de Madrid à plus de 650 km de leurs proches. Carol est transférée à Brieva (Avila) à 755 km de Barcelone.

Face à ce coup répressif de la part de l'État et de ses moyens de (non) communication, les réactions se succèdent. D'un côté, ceux qui soutenaient leurs compagnons et continuaient la lutte, sans prendre en compte les accusations que l'appareil judiciaire et armé menaient à leur encontre. Les reconnaissant simplement comme des personnes compromises depuis plusieurs années dans la pratique anarchiste. Cela nous suffisait et continue à nous suffire aujourd'hui pour leur démontrer notre chaleur et notre solidarité. Tout comme (et il ne faut pas l'oublier) ils l'avaient fait auparavant avec d'autres qui subissaient la prison, la répression ou un autre conflit avec l'État-Capital.

De l'autre côté se trouvaient ceux qui diffamèrent ou, encore pire, ceux qui se turent tout simplement, tournant leur dos aux compagnons tombés, comme s'il s'agissait d'extra-terrestres. Les mêmes qui ne daignèrent même pas écrire une ligne dans leurs moyens de communication ni à montrer le moindre intérêt, mais qui plus tard appellent à la solidarité des autres quand ils sont en « conflit » et écrivent

dans leurs communiqués « … la Catalogne… de la répression carcérale… ». Ceux-là encore qui ont tourné leurs dos depuis la détention des compagnons anarchistes italiens jusqu'aux détentions du 9 mai passé (dernier coup répressif contre les milieux anti-autoritaires à Barcelone, qui valut quelques mois de prisons pour deux compagnons).

Lors de ces trois années de nombreuses questions ont pris part dans la vie de nos compagnons : Roger fut remis en liberté après 14 mois d'enfermement contre une caution de 3000 euros. Rafa fut attaqué par les matons de Valdemoro et fut transféré à Topas (Salamanque) à 855 km de Barcelone, lieu où il résidait au moment de sa mise en détention. Le reste des compagnons prisonniers **a** protesté de différentes manières, que ce soit par des grèves de la faim pour Joaquin ou par un refus de sortir de cellule pour Carol et Igor. Ce dernier a d'ailleurs partagé un moment sa cellule avec Francesco Gioia, compagnon anarchiste italien arrêté à Barcelone en mai 2005 (aujourd'hui détenu en Italie). Toutes et tous ont été sanctionnés à un moment ou un autre par de l'isolement, et cela pour l'unique raison d'être des prisonniers en lutte à l'intérieur des centres d'extermination.

En tant que personnes emprisonnées suite à des activités politiques, elles ont enduré le régime FIES (là où le temps de cellule est de 20 h par jour ; la prison dans la prison), ont vu toutes leurs communications contrôlées et limitées. Que ce soit au téléphone, par écrit ou encore au parloir, le contrôle était de mise pour elles comme pour leurs proches. Dans la rue, il y eut des manifestations, des affichages, des graffitis, des actes de sabotage, des rassemblements, des soirées de discussion, des diffusions d'autocollants, des événements publics et l'édition de matériel pour collecter des fonds,… Solidarité qui fut en partie limitée par les coups répressifs qui se sont abattus sur les anarchistes ces derniers temps. Mais s'ils espéraient que les arrestations de septembre 2003 allaient amener l'activité anarchiste à disparaître, ils étaient bien loin du compte. Tout comme ils l'ont toujours été depuis l'assassinat de Saco et Vanzetti jusqu'à nos jours… Désolé !

Pour les dernières nouvelles… En avril, ils comparurent devant l'Audiencia Nacional. Ils devaient faire face à des demandes de condamnations de la part du procureur qui, dans certains cas, allaient jusqu'à 150 ans d'enfermement. Au final, ils acceptèrent un pacte avec le procureur qui donnait 7 ans de prison pour Igor, Joaquin, Carol et Rafa, 3 ans pour Roger (en ce moment il attend de savoir s'il doit encore accomplir le reste des 14 mois qu'il a déjà fait) et 2 ans pour le compagnon Teo qui, au final, n'ira pas en prison. Les accusations de « bande armée » furent retirées ce qui changeât leur classification pénitentiaire.

Petit à petit, les compagnons se rapprochent de la Catalogne. Il y a un peu plus de trois mois, Carol et Igor furent transférés à la prison de Brians. En principe, Rafa devrait aussi, dans peu de temps, être transféré vers ces terres. Pour Joaquin, étant donné qu'il n'est pas Catalan et qu'il n'a pas d'« enracinement » social en Catalogne, la question est différente. Bien sûr, jusqu'à trois mois avant sa détention, Joaquin avait passé 22 ans en prison, par conséquent l'« enracinement » social de ce compagnon réside dans la prison et dans les gens qu'il a rencontrés, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour poursuivre la lutte… (courage corbeau noir !)

C'est lors de coups de cette envergure que nous nous retrouvons d'un côté ou de l'autre de la barricade ; et il ne peut y avoir d'entre-deux. C'est dans ces moments que nous pouvons voir, qui courent après les jupons de l'État en se clamant d'être de bons anarchistes, révolutionnaires de musée ou encore d'obédience envers des idéologies resucées.

Nous ne voulions pas laisser passer cette date sans nous souvenir… trois ans sans pouvoir les serrer dans nos bras. Trois ans de lutte en plus. Parce que nos compagnons ont continué à lutter et à maintenir leurs idées, mais surtout leur dignité à l'intérieur des murs, des cellules d'isolement des modules FIES… Et nous ne pouvons oublier que la plupart des compagnons réprimés restent des compagnons de lutte !

Parce qu'ils cherchent des coupables et que nous ne sommes pas des innocents, parce que la lutte anarchiste a toujours été un affrontement et pas une manière de passer ses soirées.

Pas une seule minute d'oubli pour nos compagnons anarchistes emprisonnés et réprimés. Pour que le mot arrive aussi aux obscures, tristes et solitaires ruelles de la solitude et du silence.

« Je ne crains pas les condamnations sévères. Nous les anarchistes, nous avons la prison génétiquement dans le sang. Je n'ai même pas peur de la mort, ce sentiment, je l'ai perdu depuis longtemps. Je ne crains pas les tribunaux divins, parce que je ne crois en aucun dieu. Face aux tribunaux, je ne me suis jamais agenouillé »

Claudio Lavazza, lors du jugement pour le braquage de la banque Santander à Cordoue

« Nous ne demandons pas d'autorisations pour être libres, nous ne demanderons pas pardon de l'être. »

Carol, quelques jours après son enfermement

Liberté pour Carol, rafa, Igor, Joaquin, Juanra, Diego, Zigor, lola, Laura, Claudio, Giovanni, Eduardo,…

Liberté pour tous les prisonniers

Salud y anarquía!

[Publié sur www.klinamen.org septembre 2006]

LA LUTTE CONTRE LES CAMPS D'ASILE ET LES DEPORTATIONS DEVANT LE TRIBUNAL

L'audition du 28 septembre à Lecce, Italie

Des témoins contre les anarchistes à Lecce...

PENDANT L'AUDITION DU 28 SEPTEMBRE à Lecce, six personnes ont témoigné pour l'accusation. La première était Maria Luisa Lodeserto, la soeur de l'ex-directeur de Regina Pacis. Elle témoigna sur l'attaque incendiaire contre sa maison à Lecce le 19 août 2005. Ensuite deux officiers de la police ont présenté les rapports habituels sur l'investigation contre les anarchistes de Lecce. L'investigation a duré deux ans. Après, ce fut Mondelli qui vint témoigner. Mondelli est un expert qui a « étudié » plusieurs slogans écrits sur les murs de la ville et les revendications des attaques. Il confrontait les accusés avec les journaux intimes qui ont été saisis durant les perquisitions. Mondelli avait rédigé dans son rapport qu'il était impossible de faire une relation certaine entre les slogans et les journaux intimes des anarchistes parce qu'il n'avait jamais vu les slogans originaux (seulement des photos). Pendant son témoignage il a quand même insisté pour dire que sa dernière recherche prouvait que les anarchistes étaient les auteurs des slogans et des revendications. Il semblait être du coté des procureurs et faisait son meilleur pour ne pas répondre adéquatement à la contre-recherche de la défense. Ce n'est pas un hasard, cet expert travaillait avant comme policier.

Finalement Cesare Lodeserto témoigna aussi, accompagné par deux gardes du corps. Son témoignage dura trois heures. Pendant son délire, ce prêtre arrogant, ce tortionnaire d'immigrés, raconta toute une série des mensonges et de non-sens :

- Les révoltes dans le camp de Regina Pacis et les nombreuses évasions étaient instiguées par les anarchistes qui manifestaient dehors. Le prêtre se contredisait en maintenant que pendant la dernière période, les automutilations, les révoltes et les tentatives d'évasion étaient constantes (tandis que les contestations des anarchistes en dehors du camp ne l'étaient pas) ;
- La plus importante raison pour contester le directeur du camp était la plainte pour détournement de fonds contre lui (!). Il prétendit alors que les anarchistes n'avaient aucune raison de protester contre lui, car à cette époque-là, la cour avait déjà rejeté cette plainte. Il est vrai que le tribunal avait rejeté la plainte à cause de tous ses protecteurs importants, mais il est aussi vrai qu'il a été condamné pour violence privée et enlèvement des immigrés qui étaient enfermés dans le camp. Après quelques jours de résidence forcée, il était libéré. Pendant toute sa déclaration, Lodeserto appelait les immigrés des « hôtes » ;



- La raison de la lutte contre les C.P.T. (camps d'asile) est provoquée seulement par la loi Bossi-Fini sur l'immigration ;
- Comme beaucoup des « hôtes » du camp d'asile avaient passé un peu de temps dans les prisons italiennes avant d'être incarcérés dans le camp en attendant la déportation, il est évident que ces « criminels » étaient les leaders des révoltes qui ont éclaté continuellement dans Regina Pacis (et qui étaient bien sûr instiguées par les anarchistes).

Ensuite le prêtre fut questionné sur une série d'évènements spécifiques lors des révoltes dans le camp. En particulier sur la tentative d'évasion de masse le 10 août 2004. Pendant la tentative, Vali, un immigré de 29 ans de Moldavie, tomba du mur du camp et est resté paralysé. La défense a démontré comment Vali, après être tombé du mur, fut frappé et battu par les policiers qui gardaient le camp. Le prêtre prétendit au contraire que lui et ses collaborateurs ont essayé d'aider Vali. Un des plus grands mensonges de sa déclaration : Vali n'était pas seulement tabassé, mais aurait aussi été évacué du camp par Lodeserto et sa bande. Ce n'est que grâce à la solidarité des anarchistes locaux que Vali fut transféré à une clinique spécialisée à Bologne. Encore maintenant il est soigné là-bas.

Le prêtre termina en racontant une série d'attaques contre lui. Comme par exemple un compagnon qui a craché sur lui en juin 2006, et qui est accusé d'insulter la religion. Le 9 novembre il doit passer au tribunal.

La prochaine audition sera le 23 novembre.

Hamed Hamed Belaid,YUMA, continue sa grève de la faim qu'il a entamé le 6 septembre 2006 pour dénoncer les abus de pouvoir et la maltraitance de son dossier pénitentiaire. Yuma est toujours en isolement complet. Ci-dessous nous publions une lettre de lui du 2 octobre 2006.

Lettre de Yuma depuis la module d'isolement FIES

Yuma toujours en grève de la faim

« Il n'y a pas de monstres, il y a seulement des conditions de vie monstrueuses »
C. P. Villanubla, 2 octobre 2006

Je m'appelle Hamed Hamed Belaid, "YUMA", et j'écris du module FIES du Centre Pénitentiaire de Villanubla, Valladolid. J'ai commencé une grève de la faim le 6 septembre 2006 et je commence déjà à me sentir assez mal, même si la situation a commencé à prendre une mauvaise tournure pour moi à partir du jour où ils m'ont mis dans le premier degré. Et il s'agit d'une période pas du tout négligeable, 16 ans, car c'était précisément le 1er septembre 1990. Mais la raison de ces écrits n'est pas de conter mes errances pénitentiaires, au contraire, c'est pour des motifs beaucoup plus personnels et humains. Je vais essayer être bref, clair et concis.



La raison qui m'a mené à commencer une grève de la faim et, de cette manière, à faire un attentat « volontaire » contre ma vie, c'est l'énorme impuissance que je sens. J'ai passé presque deux décennies en protestant contre tout ce que me paraissait injuste et pour tout ce que je crois être des droits indiscutables. Je l'ai fait de plusieurs façons, les unes réussies et d'autres pas tellement, mais l'expérience a été implacable : peu importe ce que je fasse et comment je le fasse, il est impossible de sortir de l'isolement. D'une manière ou d'une autre, ils trouvent toujours une raison douteuse pour me maintenir isolé. Les luttes et les écrits, manifestant toujours ce que je pense m'appartenir par droit, ont seulement servi à ce que les administrations pénitentiaires, la Direction Générale desdites administrations et même quelques juges de vigilance pénitentiaire voient en moi rien d'autre qu'un être violent et agressif qu'il faudrait (et apparemment il le faut) isoler du reste des détenus. Les conséquences et les séquelles (beaucoup d'elles irréparables) d'un isolement si prolongé ne les intéressent point. Durant tout ce temps, ils ne m'ont pas donné la moindre opportunité d'essayer de sortir légalement de la prison et de cette façon de réduire un peu de ma condamnation dans un autre régime de vie, comme celui du 2e degré. Même pas une seule progression à la 2e phase, cela veut dire 21 heures par jour pendant 16 ans, de manière ininterrompue. Seize ans de ma vie. Ils se lisent vite, n'est-ce pas ? Moi, je me demande : ils sont où ces lois et ces droits inscrits dans des règlements, codes civils et pénaux, dans la constitution si démocratique, qui proclament en tant que principes fondamentaux la rééducation, la réinsertion, la réhabilitation sociale? Permettez-moi de me prononcer, sans me prendre pour un détenteur de la vérité absolue ; ce serait une erreur grave de la part de quiconque et donc aussi de la mienne. Ce que je dis est une réalité ; plus concrètement, c'est ma réalité et, en définitive, ma vie, qu'ils dirigent et manipulent selon la volonté de la Direction Générale des Prisons et d'autres organisations judiciaires, avec toutes sortes de pédantismes et avec comme seul but de m'incriminer systématiquement ; parfois d'une manière si ridicule et invraisemblable qu'il m'est difficile de comprendre comment personne ne se rend compte, s'implique directement et voie ce qu'il se passe réellement avec le système pénitentiaire. Elle est où cette fameuse Constitution dont ils se vantent avec autant de solennité et d'orgueil ? Comment est-ce possible que de tels abus soient permis avec une telle absence de scrupules ?

Je pense qu'une éducation correcte est la base, car elle signifie la contribution au développement personnel de chacun et sa protection dans l'environnement où l'on vit. En même temps, il faudrait éliminer cette coercition pour qu'il puisse y avoir un vrai développement spontané vers la liberté. Mais ce modèle de système pénitentiaire est contraire à l'éducation; il est oppressif, rigide et dogmatique. Il n'existe aucune sorte d'activité dans les modules d'isolement, rien de plus que leurs bavardages absurdes et incohérents inscrits dans leurs règlements. Ce système invite uniquement à créer des « choses » selon leur définition à eux : des êtres aliénés, passifs et mécaniques, sans vie propre. Pourtant, le vrai modèle théologique n'est pas de la mécanique pure, au contraire, il est basé sur la continuité (endelequie). Mais,

pour que cela soit construit, il faut créer un système ouvert, autocritique, antidogmatique qui stimule les défenses immunitaires des détenuEs contre toute forme de contrôle et d'oppression.

Mais, tandis que ces intellectuels exhibent et se vantent de leurs prix de plastique, ils continuent au service d'un système qui n'est pas démocratique pour un sou (malgré qu'ils y insistent à travers d'« éloquentes » logorrhées), comme ceux qu'on a dénommés « le 4ème pouvoir », dans les prisons les injustices sociales et les arbitraires de toute sorte resteront impunies dans ce pays endormi et ceux qui les subissent toujours sous la menace d'une dure répression par les forces de sécurité qui, de manière effective et palpable, défendent seulement ceux qui dirigent l'Etat.

Dit tout cela, je termine ici et chacun reste avec sa conscience (et son subconscient), laissant ma vie sur le chemin, dans les mains d'oppresseurs irraisonnés par leur propre absurde et irrationnelle violence. C'est celle-ci la pure réalité du détenu en isolement (en concret) et pas une autre. Celle-ci est ma vie ; une vie à laquelle ils ont mis un prix que moi je ne suis pas disposé à accepter ; j'« accepterai » seulement les conséquences que cela entraîne, pas parce que je veux bien, mais parce que je suis obligé à le faire.

De Villanubla, Valladolid, dans un module désigné pour la dépersonnalisation totale et où la lutte continue ; il s'agit pas d'une fin, mais de la nécessité de lutter pour survivre.

YUMA – 5475 jours
Villanubla, 2 octobre 2006



REBELLION

CONTRE TOUTES LES PRISONS
CONTRE TOUS LES MATONS
LIBERTE POUR TOUTES ET TOUS

Les prisons mises en emoi...

Ittre, 7 mars 2006
Les prisonniers occupent le préau et se défendent contre l'intervention de la police.

Mons, 28 avril 2006
Les prisonniers occupent la prison et incendient la porte d'entrée. Armés avec des barres de fer et des pierres ils se battent pendant des heures contre la police.

Nivelles, 16 mai 2006
Comme réponse à une nouvelle grève des matons, les prisonniers incendient une aile de la prison. L'aile part presque complètement en flammes.

Bruges, 21 juin 2006
Des cocktails molotovs sont jetés contre la maison d'un maton de la prison de Bruges et contre la maison d'un maton du centre fermé de Bruges.

Bruxelles, 2 juillet 2006
Une 150-taine de gens descendent dans les rues de Bruxelles en solidarité avec tous les prisonniers en lutte.

Termonde, 19 aout 2006
Quelques prisonniers forçent la porte de leur cellule et obligent les matons à ouvrir toutes les portes des cellules. 28 détenus s'évadent. 15 sont encore toujours en cavale.

Tournai, 8 septembre 2006
Pendant la promenade du matin, les prisonniers attaquent un maton, ce qui est suivi par une petite émeute.

Forest, 24 septembre 2006
Dans la cellule d'isolement Fayçal est assassiné avec trois injections anti-psychotiques d'Haldol.

Bruxelles, 25 septembre 2006
Après le meurtre de Fayçal, ça part en émeute dans le quartier des Marolles et ailleurs. Pendant plusieurs jours il y a des affrontements avec la police. Un peu partout des vitres des magasins sont cassées. Quelques voitures et bâtiments des autorités partent en flammes.

Forest, 5 octobre 2006
La police intervient pour obliger des dizaines de détenus, armés avec des barres de fer, qui occupent le préau de retourner à leurs cellules.

Lantin, 18 octobre 2006
Quelques dizaines de prisonniers de l'aile d'haute sécurité occupent le préau. Ils s'arment avec des barres de fer et détruisent une aile complète. Ce n'est qu'après plusieurs heures que la police sait rétablir l'ordre.

Ittre, 29 octobre 2006
Le soir, plus d'une centaine de prisonniers se révoltent. Ils incendient plusieurs cellules, des matelas, des poubelles et un local des matons. La police et les matons sont attaqués avec des barres de fer et des projectiles. Les bâtiments de la prison sont gravement endommagés. Cinq matons sont blessés. Ce n'est qu'après minuit que les prisonniers décident de retourner à leurs cellules.

Affiche trouvée sur Bruxelles début novembre

EN TANT QU'ANARCHISTES nous sommes contre toutes les prisons. Les évasions massives, les fuites individuelles, les attaques contre des prisons en construction et la contre-information sont quelques pratiques de lutte qui sortent de ce domaine d'extrême contrainte du capital et de l'État.

Encore que… Avec la restructuration du capital nous pouvons aussi apercevoir le début de ce qui deviendra une restructuration énergique de la prison comme nous la connaissons aujourd'hui. La prison de l'avenir s'étendra sur tout le territoire. Les anciennes idées par rapport à la correction sociale qui prétendent que l'enfermement changerait le comportement seront remplacées par l'idéologie du contrôle et du consensus.

L'espace fermé offre peu de garanties pour le contrôle. Indépendamment des tensions sociales croissantes, le type traditionnel de la prison est en train de devenir de plus en plus contradictoire et couteux.

Il est plus facile de construire un mur autour de la classe dominante. Pas un mur de pierre, mais un mur de *diversité* : une différence de langage, de valeurs, de perspectives, de culture...

PRISON



Il ne sera pas facile d'abattre ce mur. Pour les *irréductibles*, ceux qui continuent à montrer des signes de danger pour les plans de contrôle de l'Etat, il restera toujours les prisons traditionnelles, qui seront de plus en plus *isolées*, de plus en plus *super* et de plus en plus *spéciales*.

Dans ces cas, l'annihilation physique prendra la place de la pédagogie sociale. La prison reprendra de nouveau son ancien rôle : un système rationnel pour assurer la mort du prisonnier le plus vite possible. Les illusions des Lumières disparaîtront pour toujours.

Mais à part cette minorité d'irréductibles, c'est le contrôle sur la grande masse des exploités qui intéresse l'État. Et ce contrôle viendra nécessairement de manière consensuelle, et pas de manière contradictoire par la *contrainte* ou la *violence.*

Le premier but à atteindre sera la *participation*. Le plus grand nombre possible de gens sera inclu dans un projet de *récupération* à tous les niveaux. Ils nourriront l'illusion de participer à l'administration des affaires publiques : à la programmation de leurs propres vies.

Les structures sociales seront toutes basées sur la participation tandis qu'en même temps une petite partie sera tenue secrète et aura tout sauf des buts participatifs.

La production sera sans doute facilitée par des rotations plus légères, mais il y aura une division aiguë entre les *inclus* qui commenderont et les *exclus* qui devront exécuter les ordres.

L'éducation surviendra par la formation de masse, ce qui perfectionnera le mécanisme d'*exclusion* : une langue réduite et une culture fabriquée qui sont spécialement faites pour les *exclus*. En même temps il y aura des lieux pour les privilégiés où l'enseignement de haut niveau sera fourni pour assurer la survie de la société de classes.

La vie dans la ville sera aussi restructurée dans une optique urbaniste, nettoyant les ghettos et les remplaçant par des banlieues ensommeillées, une *diffusion sociale* où les gens administreront leur propre aliénation. Les classes de privilégiés vivront ailleurs, enfermées dans leur *incompréhensibilité* face aux exclus.

Dans une société qui est tant contrôlée, où la division fondamentale en classes (entre les inclus et les exclus) est camouflée par la *participation* à tous les niveau (le parlement, le syndicat, ll'enseignement, le travail, la santé, l'administration), il ne sera plus possible de parler de la répression en termes traditionnels.

[Traduit de *Insurrection*, anarchist magazine, n°4, mai 1988]

COORDONEES DES PRISONNIERS ET DES GROUPES DE SOUTIEN

BELGIQUE

Nordin Benallal
Prison d'Andenne
2 rue du Géron
5300 Andenne

Jean Paul Depouhon
Rue de la Résistance 4
4500 Huy

H.J. Hijnen
SIM
Steenweg op Wortel 1
2330 Merksplas

PAYS-BAS

Roberto Catrino Lopez
P.I. Lelystad
Afdeling 1116
Cel 14, Afdeling F
Larserdreef 300
8233 HB Lelystad

Pour l'instant, Roberte se trouve à l'hôpital pénitentiaire de Scheveningen. p. 17

ALLEMAGNE

Thomas Meyer-Falk
c/o JVA - Z.3117
Schönbornstr. 32
D- 76646 Bruchsal

Marco Heinrichs
Justizvollzuganstallt
Magdeburg
Halberstadter Strasse 8a
39112 Magdeburg

Quatre de Aachen

Gabriël Pombo Da Silva
JVA Aachen
Krefelder Str. 251
52070 Aachen

José Fernandez Delgado
JVA Rheinbach
Aachener Stra. 47
53359 Rheinbach

Bart De Geeter
JVA Remscheid
Masurenstrasse 28
42899 Remscheid

SUISSE

Marco Camenisch
Postfach 3143
CH-8015 Regensdorf
Zwitserland

ITALIE

Marini-proces

Gregorian Garagin
Casa Circondariale Fossom-brone
via G. Leopardi, 2
61034 Fossombrone

Francesco Porcu
Casa Circondariale Carinola
via Provinciale San Biagio
81030 Carinola (CE)

Carlo Tesseri
Casa Circondariale La Dozza
Via Del Gomito 2
40100 Bologna

Orlando Campo
Via Raffaele Majetti 165
00156 Roma
Italië

Quatre de Luras

Frederico Pais
Carcere di Buon Cammino
09100 Cagliari

COR

Francesco Gioia
Gioia Francesco
Via Maiano, 10
06049 Spoleto

Nottetempo

Salvatore Signore
Casa Circondariale
via Lamaccio 1
67039 Sulmona (AQ)

Il Silvestre 4 mai

Silvia Guerini
Carcere La Dozza
via del Gomito 2
40127 Bologna

Benedetta Galante (ook COR)
Contrada Capodimonte
82100 Benevento (NA)

Federico Bonamici
via Nuova 179 Poggioreale
80 143 Napoli

Giuseppe Bonamici
c.c. San Michele
Strada Casale 50
15040 Alessandria

Constantino Ragusa (ook COR)
Casa Circondariale
via Prati Nuovi 7
27058 Voghera (PV)

ESPAGNE

Claudio Lavazza
C.P. Albolote - Módulo 2
Carretera de Colomera Km 6,5
18220 Albolote - Granada

Hamed Hamed Belaïd
C.P. Villadolid (Villanubla)
Ctra. Adanero-Xixon km 94
47071 Villanubla - Valladolid

Giovanni Barcia
C.P. El Acebuche
Ctra. Cueva de los Ubeda, km 2,5
04071 El Albuche - Almeria

Amadeu Casellas Ramon
C.P. Girona
C/ Menorca 16
17005 Girona

Amanda Cerezo Garcia
C.P. Alicante II
Ctra. N-330, km 66
03400 Villena - Alicante

Ghilbert Ghislain
C.P. Huelva
Ctra de la Ribera s/n
21610 Huelva

Luis Mingorance Corral
C.P. JEAN II
Ctra Bailen Motril, km 28
23071 Jaen

Carlos Gomez Garcia
Santiago Cobos Fernandez
C.P. Villabona
Finca Tabladillo Alto
33480 Villabona
Xixon

Ibai Ederra
C.P. de Zuera
Ctra. Nac. 330, km 539
50298, Zuera
Zaragoza

Javier Calvo Moran
CP de San Sebastian
Paseo Martutene N°1
20014 Donostia
Guipuzcoa

Giorgio Rodriguez
C.P. de Topas
Ctra. Nac 630, km 314
37799 Topas
Salamanca

Six de Barcelone

Carolina Forné Roig
Apdo 1000 (mod. Dones)
08760 Martorell
Barcelona.

Rafael Tomás Gaspar
C.P. de Topas
Ctra. n-630, km. 314,
37799- Topas
Salamanca

Joaquín Garcés Villacampa
C.P. Navalcarnero.
Ctra. Nacional V, km 27,7.
28600 Navalcarnero
Madrid

Dans la Cavale n°4 nous avons publié des adresses incorrectes de Rafa et Joaquín.

PORTUGAL

António Ferreira de Jesus
n° 960 e.p. Paços de Ferreira
4595 - 416
Seroa

GRECE

Giorgos Kalaitzidis
Prison of Korydallos
18810 Athène

Groupes anti-prison

Anarchist Black Cross Anvers
PB 67
2018 Antwerpen 14
abc.antwerpen@gmail.com
reknr. 000-3244460-04

Anarchist Black Cross Gand
PB 40
9000 Gent 2
abc_gent@yahoo.com
reknr. 001-3364945-91

www.anarchistblackcross.be

Passe-Muraille: émission radio
chaque dimanche à 18u sur
87.7 FM (Bruxelles)

Anarchist Black Cross Amsterdam
Postbus 16521
1001 RA Amsterdam
Nederland / Pays Bas
abcamsterdam@squat.net